

**RÉPONDS AUX QUESTIONS EN T'AIDANT DES TEXTES CI-JOINTS.
UTILISE TON DICTIONNAIRE SI TU EN AS BESOIN**

Documents A - B - C

1. De quels textes s'agit-il ?

.....

2. De quand datent-ils ?

Documents A - B

3. Qu'autorisent ces textes ?

.....

.....

.....

4. Qu'interdisent-ils ? Pourquoi ?

.....

.....

.....

.....

Documents B - C - D

5. De quand date le droit d'association pour les enfants ?

.....

6. Le droit d'association a-t-il toujours été reconnu pour les étrangers vivant en France ?

.....

.....

7. De quand date ce droit en France ?

Recherche

- Place ces documents sur la frise chronologique de ta classe.
- Recherche d'autres textes importants pour la République Française et la démocratie.

Document A

CODE ADMINISTRATIF

ASSOCIATION

Loi du 1^{er} juillet 1901,
relative au contrat d'Association (D. P. 1901. 4. 105).

TITRE 1^{ER}

Art. 1^{er}. L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices.

2. Les associations de personnes pourront se former librement...

3. Toute Association, fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement, est nulle et de nul effet.

Extrait CODE ADMINISTRATIF Ed. DALLOZ.

Document A

Article 15 :

1. Les Etats parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'Association et à la liberté de réunion pacifique.
2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

Convention relative aux Droits de l'Enfant (1989) – Coll. LIBRIO (2002).

Document A

CODE ADMINISTRATIF

TITRE IV – DES ASSOCIATIONS ETRANGERES (Décr.-L. 12 avr. 1939)

22. Aucune Association étrangère ne peut se former, ni exercer son activité en France, sans autorisation préalable du Ministre de l'Intérieur...

Extrait code administratif – Ed. DALLOZ.

Document A

Depuis 1939, la liberté d'Association pour les étrangers résidant en France était très restreinte. La loi du 09 octobre 1981 étend le principe plein et entier de liberté d'Association aux étrangers comme à tout citoyen français.